

tôt, en notre faveur, la présente guerre. Mais cette guerre se fait avec des canons, et la question est d'en fabriquer un nombre suffisant. Les allemands en possèdent, je ne sais combien de milliers—tandis que nous en manquons encore. Du moins, c'est l'avis de tous. A quoi sert la formation d'une armée de 2,000,000 d'hommes, comme Kitchener prétend l'avoir fait, si vous ne pouvez les équiper? Si je vous attaque avec un bâton, que pourrez-vous faire pour vous défendre, si vous n'êtes pas, vous-même, armé?"

Sir Herbert a vu en France et dans les Flandres, des femmes et des vieillards occupés à faire la récolte, et y réussir; mais il n'a vu aucune femme occupée aux travaux agricoles en Angleterre. En France, on se fait une juste idée de la présente guerre et des conséquences qu'elle peut avoir, tandis qu'en Angleterre, c'est le contraire qui existe encore. En Angleterre, généralement, et à Londres en particulier, le train de vie des gens est comme d'habitude.

Si l'on se rendait bien compte de la situation, l'hésitation qui se manifeste en Angleterre n'existerait pas; on ne verrait dans ce pays aucune grève de mineurs qui obtiennent, pourtant, par suite de la guerre, un salaire de quinze shelings par jour, tandis que de jeunes soldats anglais se battent sur le front pour un sheling et quatre deniers par jour. Pourquoi nos ouvriers auraient-ils la permission de se mettre en grève et d'affaiblir ainsi les efforts de notre armée sur le front? Combien de temps cet état de chose serait-il toléré en Allemagne?

"Voilà la difficulté à surmonter", dit sir Herbert.—"Nous avons besoin d'un gouvernement versé en matière d'organisation; on a besoin pour cela d'un homme fort à la tête de ce gouvernement, d'un homme fort qui n'est pas encore trouvé. Vous savez jusqu'à quel point est étroit l'esprit de la moyenne des anglais qui nous arrive ici. Vous savez aussi comment son esprit s'élargit après qu'il a demeuré quelque temps en Canada. Eh bien! en Angleterre, c'est l'esprit étroit qui prévaut et non l'esprit large qui dirige les dominions autonomes d'outre-mer."

Faisant allusion à notre abondante moisson, sir Herbert dit qu'il ne sera pas difficile d'obtenir des navires pour la transporter, ou de prendre des arrangements à cette fin et quant au prix à payer. On se rappellera que l'Angleterre ne peut, pour le présent du moins, obtenir de la Russie le blé qu'elle avait coutume d'importer de ce pays, et que, par suite, elle demandera cette denrée au Canada.

Quant à la réduction du taux de charge, on a dû observer que ce taux a été haussé, hier. Si la taxe sur le revenu n'avait pas été imposée sur le récent emprunt de guerre, des centaines de millions de piastres auraient été souscrits par le Canada, et notre crédit en aurait bénéficié. Cependant, le taux du change s'équilibrera lui-même, sans beaucoup de trouble.

Je n'imposerai pas à la Chambre la lecture de tout le rapport de cette entrevue; mais je passerai tout ce rapport au sténographe pour qu'il soit inséré dans les débats, parce qu'il mérite d'être reproduit en entier, vu qu'il fait connaître l'opinion d'un homme éminent, et qu'il justifie les opinions d'autres hommes qui ont tout au-

tant le droit que M. Holt d'exposer au pays ce qu'ils pensent eux-mêmes sur le même sujet. Ni la "Gazette" de Montréal, ni le chef du Gouvernement, ni tout autre organisateur, ni sir Herbert Ames, de Montréal, le chef du parti nationaliste, lors de la campagne électorale de 1911, n'ont exprimé un seul mot de blâme contre M. Holt.

Tels sont les faits, et la situation telle que décrite par les hommes que je cite présentement. Le "Daily Mail", de Londres, publie des articles tout aussi forts que l'est l'exposé de M. Holt, et je puis citer également plusieurs membres du parlement anglais, ainsi que les Lords, qui ont parlé dans le même sens.

Je crains que les paroles prononcées, il y a quelques semaines, dans la chambre des communes d'Angleterre, par Lloyd-George, ne soient trop bien fondées, et que l'insuccès des alliés jusqu'à présent provient de ce que les armées anglaises ont été organisées "trop tard", pour me servir de l'expression de Lloyd-George. Il y a, peut-être, quelque chose de fondé dans cette assertion; mais j'espère toujours qu'il n'est pas encore trop tard. J'espère qu'avec l'aide de ceux qui veulent sacrifier leur vie en allant se battre dans les tranchées des Flandres, nous finirons par vaincre l'ennemi, et que ceux qui ont censuré la province de Québec, seront obligés de retirer ce qu'ils ont dit des canadiens français de cette province.

Dans la "Gazette", de Montréal, du 8 décembre dernier, je trouve une lettre signée par un monsieur Peterson. Cet homme a eu l'audace—j'emploie ce mot à dessein—puisqu'il n'a pas protesté contre le rapport de l'entrevue donnée par sir Robert Holt et publiée dans la "Gazette"—de dire que M. Bourassa peut être arrêté pour ce qu'il écrit dans son journal. M. Peterson a peut-être raison d'attirer l'attention sur M. Bourassa—et M. Bourassa, a, peut-être, tort—Je n'ai pas lu ce que ce dernier a écrit alors; mais je n'ai jamais lu aucun écrit de M. Bourassa aussi violent que les paroles de Sir Herbert Holt, contenues dans le rapport que je viens de lire. M. Peterson est supposé être un ami de M. Holt, et il doit avoir diné, quelquefois, avec lui; mais comment se fait-il que M. Peterson n'a jamais écrit que M. Holt devrait être arrêté, et qu'il n'a jamais dit un seul mot au sujet de l'entrevue dont j'ai parlé? Cependant, M. Peterson a écrit une lettre disant que M. Bourassa est coupable de tra-